

Comme un certain nombre de petites compagnies minières canadiennes qui s'adonnent à l'exploration éprouvent actuellement de graves difficultés financières par suite des récentes déclarations sur l'industrie de l'uranium, le gouvernement a-t-il l'intention de remédier à cette situation en offrant des stimulants spéciaux aux compagnies minières canadiennes ou en prenant d'autres mesures?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je n'arrive pas à voir comment une déclaration gouvernementale pourrait avoir eu un effet nocif sur l'exploration ou les activités minières des entreprises canadiennes. La raison profonde de l'initiative prise par le gouvernement dans ce domaine est évidemment de garder au Canada, aux entreprises canadiennes la majeure partie des droits de propriété de l'uranium.

M. Cafik: Une question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de Témiscamingue.

[Plus tard]

M. Cafik: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député d'Ontario invoque le Règlement.

M. Cafik: J'invoque le Règlement à la suite de la réponse que m'a donnée le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je pose ma question supplémentaire maintenant, étant donné que la réponse fournie laissait entendre que je ne savais pas de quoi je parlais.

Des voix: Expliquez-vous.

M. Cafik: Monsieur l'Orateur, la réponse laissait entendre que l'industrie minière canadienne n'est en aucune façon affectée par cette décision précise, ni par ces déclarations. Je pense que de nombreuses firmes canadiennes, non seulement minières mais autres, font souvent de modestes emprunts de capitaux aux États-Unis et sont donc touchées...

M. l'Orateur: A l'ordre. Il ne s'agit pas là d'un rappel au Règlement.

RADIO-CANADA

LA PUBLICITÉ DONNÉE AU PARTI QUÉBÉCOIS

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Samedi et dimanche derniers, les nouveaux députés de l'aile provinciale du Ralliement

créditiste et tous les candidats aux élections du 29 avril se réunissaient à Québec. Naturellement, la Société Radio-Canada ne fit aucune allusion à cet événement. Hier soir, au terme d'une réunion des séparatistes de M. René Lévesque, on a vu la «binette» de celui-ci à l'écran de Radio-Canada. Par conséquent, j'aimerais demander au très honorable premier ministre si le gouvernement est sur le point de prendre une décision à l'égard de cette Société qui coûte 191 millions de dollars non seulement à M. René Lévesque, mais à tous les contribuables du Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, si les faits sont tels que l'honorable député vient de les décrire,—et je n'ai aucune raison d'en douter,—j'estime qu'il s'agit là d'une situation assez scandaleuse. Je communiquerai avec l'honorable secrétaire d'État afin qu'il exige un rapport de la Société Radio-Canada sur ses activités. A ce moment-là, la Chambre des communes pourra décider quel sort elle lui réserve.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA FERMETURE DE L'AÉROPORT DE
NAMAQ (ALB.)

[Traduction]

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser ma question au ministre de la Défense nationale. Pourrait-il dire à la Chambre si l'aéroport de Namao (Alberta) sera fermé et vendu au gouvernement de l'Alberta afin de permettre à la province de construire l'université projetée sur cet emplacement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je pense qu'il faudrait que cette question soit inscrite au *Feuilleton* ou qu'on en discute au moment de l'ajournement si le député veut qu'on accorde la priorité à l'affaire.

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, tout ce que je demande c'est un oui ou un non.

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, la réponse est non, évidemment.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA FAÇON DE RENSEIGNER LES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Pour faire suite à la question qu'a posée hier le député d'Oshawa-Whitby qui demandait si le Canada avait fait connaître sa position, par les voies officielles, aux autorités des États-Unis au sujet de l'engage-